



Est-ce qu'il est important que les gestionnaires des aires protégées, notamment les gestionnaires de proximité tels que les staffs des sites et des DREDD, reçoivent des informations relatives à leur secteur? La réponse semble évidente si on se réfère à d'autres secteurs: la santé (bien sûr qu'un médecin de campagne doit être au courant des nouveaux médicaments), l'agriculture (évidemment qu'il faut savoir quelles sont les nouvelles variétés de semences à haut rendement) ou encore le tourisme (quelles sont les nouvelles réglementations hôtelières). Elle l'est moins quand on parle de gestion d'aire protégée. Or, nous savons que la création et la gestion des aires protégées font partie des engagements gouvernementaux, et qu'elles assurent la préservation de notre nature et notre biodiversité à long terme.



Informations et Gestion des aires protégées à Madagascar

Etude réalisée par le Forum LAFA, Mai 2020.

Auteurs : Domoina Rakotobe, Harilanto Avo-Mihaja Radanielina
Contact : contact@forum-lafa.org

Introduction

Comme tout secteur visant sa professionnalisation, la gestion des aires protégées à Madagascar est étroitement liée aux flux d'informations qui y circulent. Cette étude réalisée auprès de 65 gestionnaires de 40 aires protégées, venant de 17 régions, donne une lecture intéressante de la situation actuelle en 2020, avec des points de comparaison avec 2018, réalisée par le Forum LAFA avec 63 gestionnaires. L'enquête a été faite en ligne, et a ciblé principalement les staffs de niveau techniciens et cadres supérieurs, membres du Forum. Elle permet de guider toute intervention dans la gestion des aires protégées à l'échelle nationale, sur les méthodes qui marchent pour communiquer et travailler avec les gestionnaires des aires protégées. Dans le cadre de cette étude, les « gestionnaires » font référence principalement aux staffs de proximité : soit basés sur site soit dans les régions.

RESULTATS DE L'ENQUETE

Comment et à quelle fréquence les staffs sur site et administrateurs de proximité des aires protégées reçoivent-ils des informations relatives à leur travail ?

Actuellement, au mois de Mai 2020, **il y a encore 31% des gestionnaires qui reçoivent rarement des informations sur les AP**, quel que soit le type d'information. Rarement signifie moins d'une fois par mois. Ce taux est encore important car cela veut dire que près de un tiers des personnes travaillant dans et pour les aires protégées sont encore très peu informées. Etant donné que les agents de terrain ou patrouilleurs n'ont pas participé à cette enquête, on peut supposer que ce taux peut être encore plus élevé si l'on considère cet échelon.

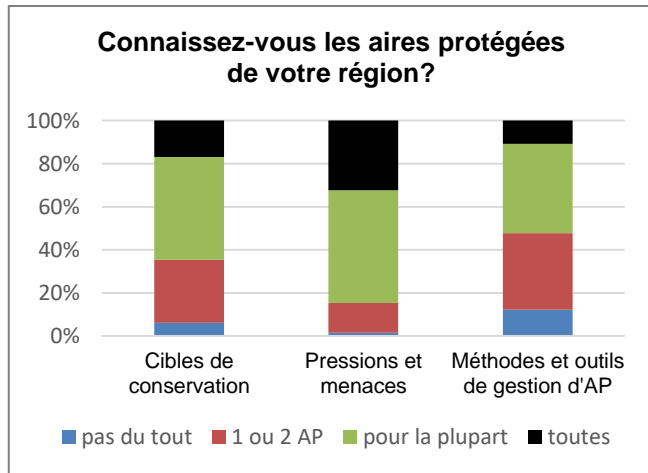
Cependant, **la situation a nettement évolué en 2 ans**. Comparée à 2018, ce taux était de 52%. La fréquence d'obtention des informations a augmenté de 19% pour ceux qui reçoivent 1 à 2 fois par semaine de 2018 à 2020.

- Toutefois, ce sont surtout les informations relatives à des offres de financement qui sont les plus rares (78% reçoivent rarement), ensuite viennent les offres de formation (59%)
- Ce sont les informations sur les aires protégées de leur région qu'ils reçoivent le plus régulièrement (45% reçoivent 1 à 2 fois par semaine).

En moyenne, pour tout type d'informations, **l'e-mail est le principal moyen de recevoir des informations** (45%), qui devance de loin les

autres canaux: Facebook (16%, en 2ème position; et journaux 15%).

Par contre, **pour rechercher des informations**, nous avons demandé où se tournent-ils en premier lieu: **67% des gestionnaires utilisent Internet** (les moteurs de recherche), ensuite les documents de référence existants (29%) et en troisième position, le contact professionnel (23%). Comparé à 2018, on note une baisse notable du recours aux contacts professionnels (-20%) au profit de la recherche dans les documents existants de référence (+ 13%) et Internet (+7%). Ceci est intéressant parce qu'il semble que la technologie et la littérature prennent le pas sur les relations personnelles pour obtenir des informations.

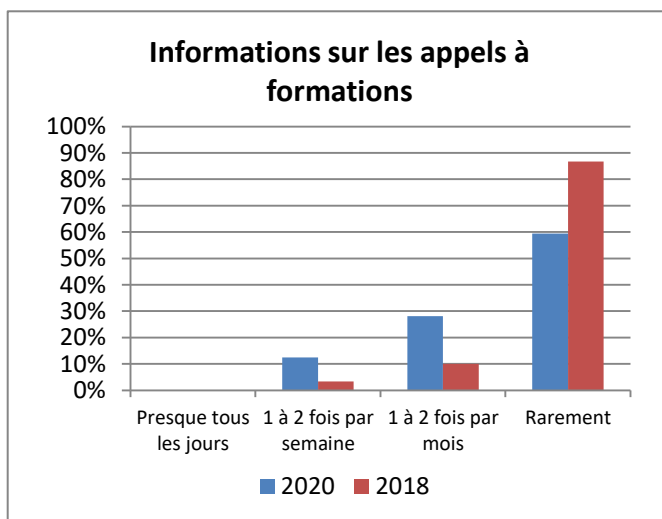


La connaissance locale des aires protégées de la même région est assez développée, en premier lieu en termes des pressions et menaces. Par contre, s'il y a des améliorations à faire, ce serait surtout au niveau du partage des méthodes et outils de gestion des aires protégées.

Est-ce que le Forum LAFA a contribué à améliorer la situation ?

Certains éléments de l'enquête tendent à nous faire croire que **le Forum LAFA a effectivement joué un rôle au niveau national** dans l'amélioration des informations reçues par les gestionnaires des aires protégées terrestres.

Pour le domaine de renforcement des capacités où le Forum LAFA agit principalement, il y a une hausse significative des informations sur les appels à formation. De novembre 2017 à Février 2020, le Forum LAFA a en effet organisé 17 formations pour les gestionnaires des aires protégées, à partir de l'évaluation des besoins qu'il fait en 2017.



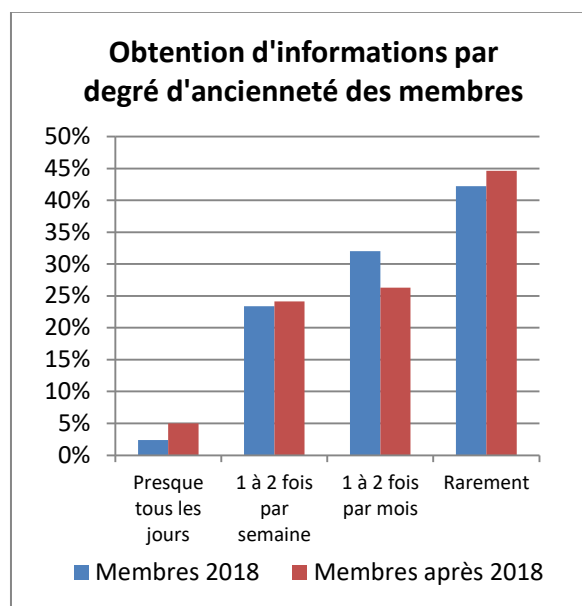
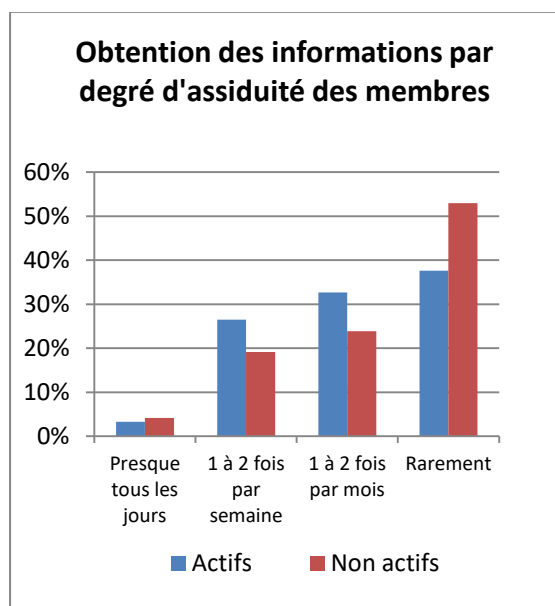
En ce qui concerne les informations sur les aires protégées en général, le Forum LAFA a dédié sa page Facebook, créée au mois de Février 2018, uniquement sur les informations se rapportant aux aires protégées. En deux ans, le Forum LAFA a produit 226 annonces, dont 45% sur ses propres activités, 25% relatives à la gestion d'une AP, 15% sur des opportunités d'emploi, 10% sur d'autres offres de renforcement de capacités. Les annonces sur les opportunités de financement n'étaient que de 4%, expliquant peut-être pourquoi dans ce domaine, le taux reste élevé. Mais il faut également comprendre que les opportunités de financement ne sont pas non plus très nombreuses.

Pour les membres, est-ce que le degré d'ancienneté en tant que membres fait une différence ? Est-ce que le fait d'être actif fait une différence ?

Dans le cadre de notre projet, nous nous sommes posés la question si le degré d'ancienneté (les membres inscrits dans la 1ère année du Forum, soit en 2018) et le fait d'être actif (ayant participé à plus de 2 activités du Forum) faisaient une différence.

En termes d'obtention des informations, **ceux qui sont actifs reçoivent plus fréquemment des informations sur les aires protégées**. Par contre, la différence n'est pas très flagrante quant au degré d'ancienneté.

Ce constat est intéressant parce qu'il y a donc une proportion de gestionnaires d'aires protégées - qui malgré l'adhésion à un réseau tel que le Forum LAFA - reste marginalisé. Nous supposons que plusieurs facteurs peuvent entrer en compte: l'accessibilité à Internet (faible accessibilité, mauvaise connexion...), la surcharge de travail (pas le temps de réagir aux offres existantes...) ou encore la personnalité (plus passive, introvertie). Notre étude n'est pas allée en profondeur dans ce sens, mais cela pourrait être valable pour le cas des agents de terrain également.



Quelles implications pour nous qui travaillons dans le domaine de la gestion des aires protégées?

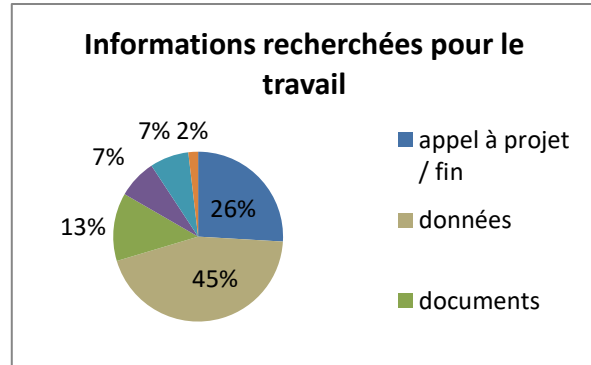
Nous reconnaissons que notre étude est très limitée et que le domaine de la gestion des aires protégées est très vaste, et complexe. Les recommandations ci-après sont offertes pour guider tout au moins les réflexions dans nos pratiques.

- **L'email reste le principal moyen pour communiquer avec les gestionnaires des aires protégées.** Pour une information à large diffusion, il est donc important de disposer d'une base de données d'emails. Nous avons pensé que Facebook était un outil très prisé, mais finalement, sa portée actuelle n'est que le tiers de l'email.
- Les référentiels en ligne (ou bibliothèque virtuelle) ou les portails de connaissance semblent avoir un bel avenir parce qu'Internet devient actuellement le premier moyen pour rechercher des informations (47%), et ainsi que les documents de référence (29%).

Néanmoins, l'expérience du Forum LAFA (notamment à travers les multiples évaluations faites lors des activités) a montré que les gestionnaires des aires protégées terrestres apprécient beaucoup les échanges face à face comme lors des formations, des visites d'échanges ou autres réunions parce que c'est le moment où ils apprennent des informations, des pratiques ou des problèmes qu'ils ne voient pas en ligne ou dans les documents publiés. Or ces informations leur sont très utiles.

- Il faudrait néanmoins garder en esprit que la technologie basée sur Internet (email, référentiels en ligne) n'est pas à la portée de nombreuses personnes. Les compétences informatiques, notamment virtuelles, ne sont pas encore suffisamment développées pour nos

collègues de terrain ou dans les régions. La capacité à apprendre en ligne est également une autre chose que nous n'avons pas mesurée. **Il est donc encore opportun d'offrir des opportunités de renforcement de capacités en présentiel** comme les formations, les visites d'échanges ou les cercles de discussions. Toutefois, la situation exceptionnelle de 2020, avec le Covid-19, pourrait accélérer les capacités en matière d'apprentissage et de collaboration en ligne.



- Les échanges d'informations au niveau régional sont assez développées, ce qui est très important pour l'amélioration continue de la collaboration entre les acteurs locaux.

Y a-t-il des informations que les gestionnaires recherchent encore ?

En premier lieu, les gestionnaires recherchent des données (45%), généralement des données chiffrées ou statistiques. Cela varie des données les plus générales telles que la démographie, des données socio-économiques, vers des données très pointues voire sensible comme les auteurs des principaux trafics des ressources naturelles à Madagascar.

En 2ème place (26%), les gestionnaires veulent plus d'informations sur les appels à projet et à financement. Ceci est assez évident étant donné le manque de ressources dont ils disposent.

Les documents (13%) concernent surtout l'accès à des documents publiés tels que les législations, les rapports de gestion, les divers plans. Les bonnes pratiques (8%) concernent les leçons apprises des autres gestionnaires ou des guides pratiques pour mener des activités comme la gestion de conflits ou les patrouilles.

Types de données recherchées:

- démographie par fokontany
- données spatiales (cartes)
- points de feux,
- gestion financière des AP,
- opportunités touristiques et marché prioritaire
- Sur des espèces : évolution, répartition
- Données socio-économiques
- Auteurs des principaux trafics
- Nombre, efficacité de gestion des aires protégées,
- Données bio-écologiques
- Changement climatique
- Nombre de population affectée par le projet
- Niveau de développement au niveau local (fokontany)
- Suivi satellitaire des défrichements



Conclusion

Cette étude a visé à améliorer notre connaissance sur les moyens et types d'informations reçues et recherchées par les gestionnaires des aires protégées terrestres à Madagascar. Elle peut servir de référence pour la diffusion d'informations, d'outils, de bonnes pratiques ou de nouveaux référentiels pour améliorer la gestion des aires protégées à Madagascar.

Pour le Forum LAFA, cette étude conforte l'importance d'avoir une plateforme nationale d'échange.

Nous remercions tous ceux qui ont participé à l'enquête.